tion à domicile? Pourquoi les personnes âgées qui jusque là recevaient leur courrier chez elles, doivent-elles maintenant se déplacer quotidiennement pour aller le chercher? Il est certain qu'une telle décision leur rend la vie très difficile et qu'elle est source de tension entre la direction et ses employés.

Deux poids deux mesures, telle est la marque du service offert aux Canadiens par la Société des postes sous l'égide de ce gouvernement.

Si pour elle le service était primordial, elle n'aurait pas procédé comme elle l'a fait depuis sept ans. Elle se serait penchée sur la situation de ses employés et elle aurait agi de façon bien différente.

L'été dernier, en regardant les personnes âgées faire la queue, je n'ai pu m'empêcher de penser à l'attitude de ce gouvernement et de la Société des postes à l'égard de leurs employés.

On m'a posé des questions sur les longues queues que devaient faire les personnes âgées et sur les difficultés qu'elles éprouvaient pour aller chercher leurs chèques. Bon nombre d'entre elles étaient incapables de rester longtemps debout par des températures avoisinant les 100 degrés et s'en trouvaient très éprouvées.

• (1520)

J'ai téléphoné chez Postes Canada et j'ai parlé à des responsables. Je leur ai rappelé que le Syndicat des postiers avait recommandé que les chèques lui soient remis, qu'il prendrait soin de les livrer aux personnes âgées et de s'assurer que le système fonctionne adéquatement. La réponse que m'a donnée Postes Canada mentionnait une difficulté. La direction de Postes Canada croyait qu'on ne pouvait pas faire confiance aux employés pour distribuer les chèques, et s'abstenait donc de prendre des mesures à cette fin.

Le jour suivant, les libéraux se réunissaient en caucus pour discuter de la question et demandaient au gouvernement d'accepter la proposition de Postes Canada. Ils ont prié le ministre de donner suite à la suggestion du Syndicat des postiers.

Nous avons donc envoyé une lettre au ministre et tenu une conférence de presse pour faire connaître cette affaire au public, à la suite de quoi le ministre a accédé à la demande du syndicat et agi en conséquence. Je l'en félicite, mais je trouve qu'il aurait dû agir plus vite.

C'est au même moment que nous avons recommandé au ministre de nommer un médiateur et de s'assurer que les audiences soient menées de façon acceptable pour les

deux parties, plutôt que de laisser la situation se détériorer.

Le ministre a encore une fois répondu favorablement aux recommandations des libéraux. Il a annoncé le même soir qu'il nommerait un médiateur. Deux jours plus tard, il nommait Allan Gold comme médiateur dans le conflit. Je veux que vous vous rendiez compte que le Parti libéral ne se contente pas de critiquer passivement. Nous avons fait des recommandations très utiles sur les décisions que devaient prendre le ministre et ce gouvernement pour faire avancer le processus, au lieu de nous croiser les bras et de laisser les choses se détériorer.

Je crois que la médiation de M. Gold a donné de très bons résultats. J'ai cru comprendre qu'un peu plus tôt aujourd'hui, le Syndicat des postiers a informé Postes Canada de la possibilité d'une grève dès demain. Cela crée une autre situation désastreuse.

Mais le gouvernement semble tout faire pour empirer la situation, aggraver les tensions et ajouter aux véritables causes du conflit plutôt que d'être une tierce partie qui aide à trouver des solutions et s'efforce de créer un meilleur climat de travail pour tout le monde.

C'est au gouvernement qu'il incombe d'examiner les causes de tensions et les difficultés. Il ne doit pas se contenter de donner froidement des ultimatums. J'imagine que c'est ainsi qu'en sept ans, le gouvernement en est venu à éprouver tant de difficultés avec les travailleurs, pas seulement ceux du Syndicat des postiers, mais tous les fonctionnaires et tous les autres travailleurs du Canada — pertes d'emploi, colère exacerbée et quasi-révolte. Comment expliquer cela? Quelles en sont les causes? Je crois que c'est parce que le gouvernement refuse de prendre des mesures pour négocier civilement et équitablement avec les travailleurs.

Il est important que le gouvernement assume ses responsabilités.

Je répète encore une fois que personne au Canada, personne dans le Parti libéral, personne dans le Parti conservateur ou dans le Nouveau Parti démocratique ne veut d'une grève, personne ne veut l'interruption du service vital que la Société des postes fournit au Canada, mais il incombe au gouvernement de prendre les moyens nécessaires pour apaiser les tensions qui sont à l'origine du problème qui a émergé au cours des sept dernières années.

[Français]

M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada et du ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté): Monsieur le Président, je voudrais, moi aussi, participer à ce débat, mais je n'aurai